GAZ DE SCHISTE : quelle alternative à la fracturation hydraulique dans l'hexagone ?

Les opposants à l'exploitation des gaz de schiste respirent un peu mieux. Le président de la République les a rassurés en déclarant, lors de la conférence environnementale, que « tant qu'une méthode alternative à la fracturation hydraulique n'aura pas été mise au point, l'exploitation du gaz de schiste en France restera interdite ».

C'était la position du candidat Hollande, affichée durant la campagne, une opposition ferme à ce qui pourrait constituer un danger écologique conséquent. Mais des voix discordantes s'étaient fait entendre au niveau de l'exécutif. Après des mois de bataille, les comités antigaz de schiste avaient été désagréablement surpris d'entendre, trois semaines avant l'ouverture de la conférence sur l'environnement, Jean-Marc Ayrault, le premier ministre, estimer que ce débat « n'est pas tranché ».

François Hollande a donc remis les pendules à l'heure et fermé la porte – mais pour combien de temps ? – au formidable lobbying entrepris par les géants du pétrole et du gaz.

Ces derniers, s'appuyant sur la crise pétrolière et l'augmentation des prix à la pompe, n'hésitent pas à considérer cette « nouvelle » énergie comme le remède économique miracle, voire écologique, si l'on en juge par ce document édité par l'Association de l'école de guerre économique (AEGE). En exploitant le gaz de schiste, on y apprend que Total ferait œuvre de bienfaisance. Les mots sont choisis avec un cynisme déconcertant. « L'exploitation de gaz de schiste diffère de celle du gaz naturel conventionnel puisque le gaz est alors piégé dans une roche poreuse qui l'a généré. Il est donc nécessaire de fracturer la roche de manière à pouvoir en extraire le gaz emprisonné. » Bombarder la roche au risque de polluer les eaux souterraines équivaudrait, en fait, à libérer un gaz emprisonné. Magique !

Officiellement, ce document, qui aurait dû rester confidentiel, n'a jamais été commandé par Total. Qu'importe ! Il offre à comprendre le fonctionnement de ce lobbying, qui va jusqu'à envisager l'embauche du chroniqueur télé Jérôme Bonaldi pour assurer la promotion de cette extraction condamnée jusque sur les bancs de la droite parlementaire. Les industriels viennent de perdre une bataille mais ils considèrent qu'ils n'ont pas perdu la guerre avec à leur tête, Laurence Parisot, qui a déclaré après les annonces du gouvernement : « Nous continuerons à parler du gaz de schiste. »

GERARD JULIEN/AFP

En Ardèche, où se concentraient plusieurs projets d'exploitation de ce gaz dit « non conventionnel » car piégé dans la roche, élus et habitants ont dit non !

Ces manœuvres n'amusent pas du tout les opposants aux possibles forages. Reçus, le 15 août, par le chef de l'État, ils avaient eu l'assurance que l'interdiction de la fracturation hydraulique (méthode écologiquement contestée) serait maintenue. Ce qui vient d'être fait. Cependant, les industries avaient interprété cette annonce comme une porte ouverte à d'autres systèmes d'exploitation d'où la colère du MEDEF. Et pour imposer leur point de vue, elles tentent par tous les moyens de rendre cette chasse au schiste inéluctable. Jusqu'à faire appel au patriotisme économique.

Ainsi, comme le rapporte la journaliste et spécialiste des questions environnementales Laure Noualhat, cette bataille industrielle n'offrira aucun répit : « Depuis des mois, l'offensive est diffuse, silencieuse, discrète. En un mot, classique. Elle s'est soldée, en juillet, par un voyage de presse où Total a convié des journalistes sur un terrain de choix – les États-Unis – où l'entreprise exploite plusieurs gisements à Barnett Shale, dans le Texas. Depuis, émissions, papiers et éditos conciliants envers ces ressources instillent l'idée que l'interdiction de leur exploitation, en France, n'est peut-être pas pertinente. » ★

J. K.

DES PROFITS À N'IMPORTE QUEL PRIX

Fin août, alors que le gouvernement Ayrault annonçait la mise en place de mesures visant à assurer une baisse du prix des carburants, l'Union des industries pétrolifères (UIP) se disait prête « à accompagner l'effort du gouvernement ». Si, naturellement, celui-ci acceptait de baisser significativement ses prélèvements. Trop aimable. Surtout de la part d'une industrie florissante qui a passé les dix dernières années à ajuster ses prix à la hausse, voire à les anticiper, mais qui a traîné la patte lorsqu'il s'agissait de les corriger à la baisse. Pendant ce temps, l'argent coulait à flots chez Total, jusqu'à atteindre ces profits records de 14 milliards d'euros en 2008. Les plus importants jamais encaissés par une entreprise française. Mais à quel prix ? L'exemple le plus criant des campagnes orchestrées par ce géant français du pétrole est certainement la Birmanie. Pour s'y implanter et bénéficier des largesses du régime militaire connu dans le monde entier pour avoir « gardé à résidence » l'opposante Aung San Suu Kyi durant vingt ans, Total a ouvert les robinets. Les ONG présentes sur place ont toutes témoigné de travail forcé, de présence militaire abondante ayant pour seul objectif de protéger les intérêts de la firme. Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, avait elle-même appelé les entreprises à cesser leur soutien à la junte militaire. En vain. À leur décharge, certaines élites françaises travaillaient à d'autres intérêts, notamment ceux de… Total, à l'image de Bernard Kouchner qui a fourni un rapport alibi, facturé 25 000 euros, qui a servi à blanchir la firme et, indirectement, à redorer le blason de la junte militaire. Grâce à ses nombreux satellites, Total aura réussi, en 2009 et 2010, à ne payer aucun impôt sur le sol français.

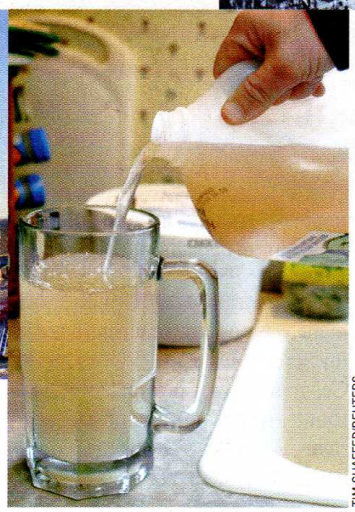
J. K.

PENNSYLVANIE : une ruée vers le schiste qui fait très peur

Williamsport, renommée capitale de l'énergie, est située sur le gisement d'hydrocarbures de Marcellus, en Pennsylvanie. Cette zone qui regorge de gaz de schiste est convoitée par de nombreuses compagnies gazières, qui usent et abusent de la fracturation hydraulique « fracking ». Une partie de la population se mobilise pour dénoncer les risques écologiques et humains de cette exploitation tous azimuts.

Des militants écologistes se tiennent debout sur le bord de la route nationale menant de Jersey Shore à Williamsport, dans le nord-est de la Pennsylvanie, au cœur du gisement de Marcellus. Une zone convoitée puisque ses roches regorgent de gaz de schiste, un gaz naturel non conventionnel auquel la technologie permet enfin d'accéder depuis la fin des années 2000. Des automobilistes klaxonnent en signe de soutien. Pourquoi ? Car les militants sont devant l'ancien parc à mobile-homes de Riverdale, un lieu devenu en juin dernier l'un des symboles de la mobilisation anti-gaz de schiste en Pennsylvanie et aux États-Unis.

SPENCER PLATT/GETTY IMAGES/AFP



TIM SHAFFER/REUTERS

La Pennsylvanie comptait 36 000 puits en 2000, il y en a 72 000 aujourd'hui ! La collusion entre groupes énergétiques et élus locaux n'y est pas pour rien.

« Après le charbon, c'est au tour du gaz : les richesses naturelles de l'État sont exploitées au point de détruire le territoire », observe tristement Wendy Lynne Lee, organisatrice de l'événement, dont les affiches dénoncent le gaspillage de l'eau utilisée lors de la fracturation hydraulique et la pollution générée par cette pratique (interdite en France en 2011 car jugée hautement polluante). Pour comprendre ce qui se trame de ce côté de la Pennsylvanie, il faut imaginer une région qui ressemble à une version américaine de l'Auvergne : vallonnée, agricole et rurale. Mais où il est aujourd'hui impossible de parcourir 500 mètres sans croiser des files de camions, un site de forage ou le chantier d'un gazoduc, une station de compression du gaz d'où s'échappent des flammes ou encore des usines de retraitement des eaux usées ayant servi à la fracturation hydraulique contenant notamment des éléments chimiques et radioactifs. Le tout, à proximité d'habitations.

Bienvenue dans un État qui ne veut opposer aucun obstacle aux grandes compagnies gazières telles que Shell, Anadarko, Chesapeake Energy. Un État marqué par un système de collusion entre les grands groupes énergétiques et les élus locaux finançant ainsi leur campagne. De 36 000 puits forés en 2000, on est passé aujourd'hui à plus de 72 000. Et ce, avec l'aval d'habitants : dans cette région en crise, la majorité des propriétaires ont laissé les compagnies forer leurs terres contre un chèque et la promesse de royalties sur les bénéfices réalisés. Même si en 2011, l'administration d'information sur l'énergie a revu ses estimations des réserves en gaz du gisement de Marcellus fortement à la baisse.

> ***100 000 emplois directs et indirects à la clef, rente pour les propriétaires terriens, les compagnies ont vite trouvé des alliés...***

Un documentaire diffusé dès 2010 sur la chaîne HBO a servi d'électrochoc et lentement donné naissance au mouvement citoyen anti-gaz de schiste que l'on observe aujourd'hui. Il raconte les histoires d'habitants ayant laissé des entreprises forer leur terre et se retrouvant avec une eau courante contaminée au méthane, des maux de tête inexpliqués, des bestiaux malades. Des images choquantes filmées du côté de Dimock, à deux heures de Williamsport, qui mettent en cause le « fracking ». « Plus nous nous informons et moins nous sommes satisfaits. Aucune étude sur le sujet n'est totalement positive, et pourtant personne ne défend le principe de précaution », résume Ralph Kisberg, à la tête de la Responsible Drilling Alliance basée à Williamsport, une ONG fondée en 2009 afin d'informer et prôner une approche responsable du forage. Initialement pas opposé à cette « ruée vers l'or », Ralph s'est mis à douter. Il cite les études du chercheur Anthony Ingraffea, de l'université Cornell, prouvant que le « fracking » n'est pas moins polluant que d'autres énergies fossiles et dénonçant les risques humains. Quant aux retombées économiques, « soyons honnêtes, les grands groupes sont les premiers bénéficiaires. L'argent ne reste pas ici », observe Ralph, exaspéré par l'opacité qui entoure ce secteur économique. « Quand vous avancez des données pour justifier vos inquiétudes, on vous répond que vous n'êtes pas ingénieur. »

Tom Corbett, le gouverneur républicain de l'État, qui aurait touché 1,3 million de dollars de fonds de campagne de l'industrie pétrolière et gazière, selon le National Institute on Money in State Politics, ne veut rien entendre. En février dernier, la Pennsylvanie a voté l'Act 13, une loi sur laquelle la Cour suprême de l'État doit encore se prononcer. Entre autres, l'Act 13 retirerait le droit au zonage des municipalités et interdirait aux médecins de révéler à quels produits chimiques utilisés lors du « fracking », tenus secrets par les entreprises, leurs patients ont pu être exposés… ★

IRIS DEROEUX